



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr

N°24 du 2 novembre 2005

Spécial

Préparation du 25^{ème} congrès du SNTRS-CGT

Tribune de discussion

Tout adhérent, à titre individuel, et toutes les sections à titre collectif, ont la possibilité d'exprimer leurs réflexions dans le cadre de la Tribune de discussion publiée dans la presse du syndicat.

Nous invitons les sections à diffuser ce SNTRS info Spécial aux adhérents ne recevant pas les informations par courrier électronique.

Pour des raisons techniques et de délais d'impression, il est recommandé que ces contributions se limitent à un recto-verso (format 21 x 29,7). Elles peuvent être envoyées par courrier électronique ou par courrier postal (dactylographié) au siège du syndicat.

Cultiver la paix

Guillaume VINÇONNEAU
Secrétaire du SNTRS CGT PIIM (Marseille)

J'ai participé pour le Collectif Jeunes CGT UD13, à la soirée organisée par le Mouvement de la Paix au Conseil Régional PACA. Comme le SNTRS CGT soutient le Mouvement de la Paix pour le respect du Traité de Non Prolifération (TNP) des armes nucléaires, j'ai rédigé un courriel diffusé sur toute l'Université 1 de l'académie Aix/Marseille (ci-dessous). Je peux faire un compte-rendu de cette soirée importante (la délégation des 130 français au Japon est venue témoigner).

Chers collègues,

Aujourd'hui, c'est la 4ème Journée Internationale de la Paix alors "cultivons la paix".

Cultiver la paix, c'est :

- respecter les droits de l'homme
- répondre aux besoins de l'humanité
- lutter contre le sida
- assurer l'accès à l'eau potable pour tous
- le développement durable
- abolir l'arme nucléaire
- le désarmement général et total
- etc...

La Corée du Nord a annoncé qu'elle accepte de ne pas prétendre à l'arme nucléaire. Le message de paix avance, mais ils nous faut encore persévérer.

Aujourd'hui, 187 pays sont signataires du Traité de Non Prolifération (TNP) de l'arme nucléaire.

La France, signataire depuis 1992, continue à dépenser 1,52 millions d'euros à l'heure dans l'arme nucléaire.

Nous devons faire comprendre aux citoyens qu'il faut faire respecter ce traité!

De nombreuses organisations dont le SNTRS CGT, l'UD CGT 13 et le Collectif Jeunes CGT 13, soutiennent le Mouvement de la Paix pour que soit respecté le TNP.

Quelques chiffres:

- 10 milliards d'euros par an suffiraient pour résoudre le problème d'eau potable
- Les dépenses militaires mondiales s'élevaient à 1 000 milliards de dollars en 2003
- 1 missile nucléaire intercontinental coûte la même chose que pour construire 70 écoles

De nombreuses initiatives nationales et régionales (Manosque, Port de Bouc, Marseille, Septèmes...) ont eu lieu. Vous pouvez vous renseigner sur les autres initiatives auprès du Mouvement de la Paix:

<http://www.mvtpaix.org/index.php>

"CULTIVONS LA PAIX"

CGT : syndicalisme de classe ou d'accompagnement des politiques du capital ?

Michel Gruselle
Section de Jussieu

Cet été, deux articles ont souligné le caractère charnière du moment qui va de la victoire sur le nazisme, marqué par une poussée des forces révolutionnaires qui ont contraint le capital à des concessions d'importance, fondant ce que l'on a appelé un contrat social, à la crise d'accumulation actuelle du capitalisme et de son extension au monde entier. Il y a cependant dans toute cette période une constante : la volonté des capitalistes de réduire le prix de la force de travail et donc de revenir sur ce « contrat social ». Cette politique constante a été menée dans des rapports de forces qui ont vu l'affaiblissement du courant révolutionnaire. Elle s'est attaquée, et cela quel que soit le gouvernement, à des points essentiels : salaires, retraites, emploi, droit du travail..... C'est ainsi que Laurent Mauduit dans le journal le « Monde » (08.2005) note avec gourmandise que bien des tabous ont sauté en trente ans et il pointe ceux qui restent à faire sauter. Il souligne en particulier, que le droit du travail ne devrait pas tarder à suivre le même chemin. C'est cette politique et le mécontentement légitime qu'elle engendre qui sont la cause principale du vote non au dernier référendum. Aussi, la crainte est grande pour les forces du capital de voir émerger une contestation fondamentale de leur politique. Pour empêcher cela, il faut des régulateurs et des agents du contrôle social. Jusqu'à présent, les forces politiques ont réussi à composer et recomposer (droite unie, gauche plurielle...) des solutions qui, sur la base de l'alternance, permettent de mettre en œuvre une même politique : celle du capital. Mais avec l'approfondissement de la crise, il leur faut aller plus loin et intégrer profondément les organisations syndicales à la stratégie du capital. De ce point de vue, la CFDT est à la tête du mouvement. Ainsi, l'article de son Secrétaire Général dans le journal « Le Monde » du 28 août trace-t-il les grandes lignes du « nouveau contrat social ». Dans « l'économie de la concurrence », la CFDT entend être le premier acteur de la régulation sociale. Le principe du « diagnostic partagé » en amont des décisions gouvernementales et patronales renvoie à l'intégration du syndicat à la gestion capitaliste. En effet, le diagnostic ne porte pas sur la remise en cause primordiale de la domination du capital et tend à masquer la contradiction fondamentale entre le capital et le travail. Mais si la CFDT est à la tête du mouvement tandis que FO, la CGC, l'UNSA et la FSU jouent leur petite musique catégorielle, pour la CGT la question reste posée : syndicat de classe ou d'accompagnement des politiques du capital. Notons que la question n'est pas seulement théorique. Au moment de la réforme des retraites et de la protection sociale, la direction de la CGT a accepté la démarche du diagnostic partagé. Elle avait même approuvé les diagnostics, laissant au pouvoir, au MEDEF et à la CFDT à la fois du temps –il y a eu de longs mois d'inaction- et de l'espace politique pour justifier les mesures prises. La direction confédérale a récidivé avec son positionnement sur le référendum, où, sous prétexte, de laisser débattre les syndiqués, elle ne s'est pas engagée dans la bataille du non, tandis que deux de ses dirigeants appelaient à voter oui dans les colonnes du journal « Le Monde ». Dans la recherche, il est clair que l'appréciation positive du rapport Beffa, comme la participation de la CGT au plus haut niveau à l'Institut de l'innovation industrielle, résultent du même positionnement : recherche d'un accord sur le diagnostic puis, participation à la mise en œuvre des mesures que le pouvoir en décline. Evidemment cette démarche peut-être conflictuelle, on l'a vu avec les retraites et la sécu, mais le conflit ne porte pas au cœur du problème, mais à sa périphérie : « la mise en œuvre ». Si cette orientation l'emporte à la CGT, les travailleurs seraient privés d'un outil de lutte essentiel à la défense de leurs intérêts. Il leur resterait alors le choix entre un réformisme mou et un réformisme un peu plus combatif, mais l'un et l'autre sur le terrain de la collaboration de classe.

Par rapport à cet enjeu essentiel, les adhérents de la CGT doivent pouvoir se prononcer en toute clarté. C'est à partir des revendications, à partir de l'outil syndical à construire et renforcer que ce débat doit avoir lieu au SNTRS comme partout dans la CGT.

Message à SLR

Roger BRIOT
Ingénieur de recherche
Retraité

VEUILLEZ TROUVER CI-JOINT LE MESSAGE QUE J'AI ENVOYE A "SAUVONS LA RECHERCHE" SUITE AUX ARTICLES PARUS SUR INTERNET.

Je suis un ingénieur de recherche CNRS en retraite. Syndiqué au SNTRS-CGT.

J'ai créé auprès de la direction générale du CNRS (via la direction de la stratégie et des programmes, 1992-2000) une structure transversale au service de toutes les directions scientifiques, des services de la formation permanente, des relations industrielles, des relations avec les Universités et les autres EPST. Structure chargée d'organiser et de développer avec une vision stratégique d'établissement toutes les compétences et ressources technologiques utiles à l'activité de recherche.

Cela concerne massivement la place et le rôle des Ingénieurs et Techniciens qui sont au nombre de 11 à 12000 au CNRS. Mais pas seulement, car nombre de chercheurs sont à l'origine ou utilisateurs directs de compétences et de ressources technologiques extraordinaires. Cette structure, qui vit toujours et rend de grands services, se voulait une contribution à la réforme du CNRS.

Je trouve donc hallucinant que vos textes ne disent absolument rien du rôle irremplaçable des ITA qui doit être pris en compte dans la réorganisation de la recherche. Rien des menaces qui pèsent sur ce rôle, sur le manque de moyens utiles à l'acquisition, à l'utilisation de méthodes et d'outils performants, face aux besoins toujours plus pointus des équipes scientifiques. Sur les menaces d'une sous-traitance massive des réalisations techniques, et dont le coût prohibitif, l'incompétence sont souvent avérés.

Sans ITA les meilleures idées scientifiques restent des rêves.

Technologie et luttes des classes

Gilles Mercier

La décision de la Chine d'autoriser la commercialisation de riz transgénique dès 2006 constitue un tournant décisif dans l'expansion des cultures de plantes génétiquement modifiées. La production à terme de 100 millions de tonnes de riz génétiquement modifié aura un impact majeur sur l'acceptation des OGM pour l'alimentation humaine et animale non seulement dans le continent asiatique mais aussi dans le monde entier. Un bilan rapide de l'utilisation des OGM depuis 1996 permet de constater que leur culture augmente de 15 à 20 % par an, ce qui est sans précédent dans l'histoire de l'agriculture. 85 millions d'hectares sont actuellement cultivés dont 35 % dans les pays en voie de développement, 90 % des paysans soit 7,5 millions qui utilisent des semences OGM sont des paysans des pays en voie de développement. D'ici 2010, c'est plus de 150 millions d'hectares (soit 1/10 des terres cultivées) qui seront couvertes d'OGM. Les semences OGM ne sont pas une technologie imposée dans le cadre d'un rapport social de subordination, mais une marchandise. C'est à dire que leur acceptation par la société dépend uniquement de leur valeur d'usage, de leur capacité intrinsèque à répondre à un besoin social. Manifestement, ces semences doivent présenter une valeur d'usage nettement supérieure à leurs équivalents classiques, ceci d'autant que leur valeur marchande est supérieure. Leur avantage est tel que compte tenu de leur prix elles sont l'objet d'un marché parallèle. La décision des autorités chinoises découle des conclusions de l'étude menée pendant deux années par 300 petits producteurs sur deux variétés de riz résistantes à un insecte ravageur. Le verdict est sans appel ;

amélioration de la productivité et surtout très forte réduction (80%) de l'usage d'insecticides avec une très forte réduction des troubles physiologiques liés à l'épandage de ces insecticides. Les pertes occasionnées par les insectes ravageurs sur les récoltes de riz se montent pour la Chine à 5 milliards de dollars malgré 1 milliard de dollars épandus en insecticides. La commission parlementaire sur les OGM a permis de mettre en lumière les dégâts considérables causés dans notre pays par les arrachages. L'INRA et le CIRAD ont quasiment abandonné toute recherche dans ce domaine. Mais ces recherches se font en dehors de l'Europe. Des plantes résistantes à la sécheresse, à des conditions de salinité élevée, ou qui fixent l'azote sont en cours de validation. Elles sortiront des laboratoires dans quelques années et leurs avantages seront tels qu'elles ne pourront qu'être commercialisées. Mais ce seront les entreprises étrangères qui les produiront et notre agriculture en sera totalement dépendante. Comment l'Europe et la France pourraient-elles durablement rester à l'écart de cette technologie ? Les 1000 hectares de maïs transgénique cultivé en France prouvent que les agriculteurs français sont loin d'être anti-OGM et sont par là même la preuve du caractère vain et pitoyable des destructions des cultures transgéniques. Il est impossible de rester à l'écart du développement des forces productives. Les organisations anti-OGM sont toutes sans exception anti-nucléaires. Au Forum social mondial de Bombay de 2004, les nanotechnologies ont été présentées comme une arme supplémentaire des multinationales pour dominer le monde ! La science n'est pas libératrice par elle-même, ce sont les conditions d'intégration de la technologie dans le processus social de production qui peuvent constituer des enjeux de lutte. Les OGM comme les plantes classiques peuvent servir toutes les stratégies économiques. Le problème n'est pas d'être pour ou contre les OGM mais de savoir comment on les gère ! Il est significatif que la classe ouvrière, c'est à dire les salariés producteurs de biens matériels, soit absente des mouvements anti-technologie. Les métallurgistes n'ont jamais lutté contre l'introduction des machines à commandes numériques qui renvoyaient les machines-outils au musée. Ces mouvements anti-technologie sont similaires à ceux des Canuts de 1830 et des Luddites anglais de 1807 qui luttaient contre l'introduction de la production capitaliste et de son exploitation par la destruction des métiers à tisser. Le mouvement anti-OGM est l'expression détournée d'une protestation contre la gestion capitaliste de la société. Le capitalisme est un système de développement des forces productives basé sur l'exploitation du salariat. Cette exploitation est le rapport social fondamental par lequel les capitalistes accaparent la plus value, c'est à dire la valeur créée par les salariés pendant la durée du travail pour laquelle ils ne sont pas rémunérés, et par lequel ces derniers sont placés dans une situation de ne jamais disposer de la maîtrise de leur travail ni de ses résultats. La production du maximum de plus value par l'accumulation du capital au détriment de la force de travail génère toute une série de contradictions qui sont à l'origine de la crise structurelle que nous vivons depuis la fin des années 70. La financiarisation de l'économie prend sa source dans la diminution du taux de profit et dans la volonté du capital de le restaurer en économisant sur la force de travail et en ponctionnant sur la valeur ajoutée produite par les entreprises et non dans un diktat de l'OMC. La « définanciarisation » c'est à dire la réorientation des entreprises vers des activités de production et de services ne peut que résulter des changements des critères de gestion des entreprises imposés par les luttes et par les modifications des taux d'intérêt et des critères d'attribution du crédit et non de l'accumulation de taxes. On ne vend que ce que l'on produit, les rapports de forces au sein de l'OMC dépendent de la puissance économique de chaque pays, c'est à dire des stratégies des entreprises productrices de biens et de services qui sont déterminées par leur taux de profit. Le libéralisme (néo ou ultra) n'a pas grand sens, ce qui détermine l'orientation sociale de l'économie c'est à dire l'utilisation de la plus value générée au niveau des entreprises et de la nation, c'est le niveau d'accumulation du capital et les luttes. Le rôle de l'Etat est d'aider à l'accumulation du capital en asservissant encore plus le salariat au patronat et en diminuant toutes les dépenses qui contribuent à restaurer la force de travail. C'est ce à quoi ont travaillé tous les gouvernements quelques soient les coalitions politiques au pouvoir depuis 1983. Refusant de voir les raisons de la crise dans la nature même du rapport de subordination sociale institué par le capitalisme, c'est tout naturellement que les anti-OGM qui ne raisonnent pas en terme de lutte des classes font de la technologie une arme de domination sociale. L'enjeu de la lutte des classes est la production des richesses et leur utilisation sociale, combattre la technologie en tant que telle, vouloir revenir à des rapports pré-capitalistes d'organisation de l'agriculture c'est fourvoyer le mouvement de lutte pour le plus grand bénéfice des forces dominantes.

L'UNITE, OUI, MAIS PAR ET POUR L'ACTION

René Malzieu

section nationale des retraités, membre de la CE.

Le projet de document d'orientation pour le 25e. congrès aborde à juste titre la question d'un syndicalisme unitaire au CNRS Il constate que si l'objectif d'"un syndicalisme rassemblé" y est plus que jamais d'actualité, les choses ne sont pas si simples. Il en est de même sur le plan national.

Les salariés, d'une façon générale, aspirent à une action unitaire, au "tous ensemble". Pour combattre les mesures néfastes du Patronat et du gouvernement, les salariés pensent, pour la plupart, qu'il vaut mieux être unis. Il est vrai que le déficit de la riposte unitaire engendre en général l'échec. J'ai essayé de faire le point après trois années passées à la CE ; ce n'est pas facile, car le temps efface beaucoup de choses de la mémoire...

Trois grandes batailles viennent d'être perdues sur des dossiers capitaux : retraites, sécurité sociale, droit du travail. Comme le constatait, non sans satisfaction, l'analyste du Monde 10 août 2005 : "En deux décennies, tous les grands tabous sont tombés ou ont été vidés de leur contenu... Nous vivons enfin une économie sans le moindre tabou, écrit-il, Livet A, Services Publics, SMIC, impôts sur la fortune... Et en trois ans, trois grands tabous sont tombés : Retraites (loi Fillon) Sécurité Sociale (loi Doustes Blazy et, dernièrement, Droit Social (création du "contrat nouvelle embauche" par de Villepin) !".

Chacun peut en faire le constat : en trois ans, les salariés ont perdu trois grandes batailles. Certes, comme le dit le projet pour le congrès (alinéa 48) "il faudra se battre pour éviter de nouveaux reculs, mais aussi pour conquérir ce que nous avons perdu". C'est une donnée permanente.

Cependant, nous devons nous poser la question : ces batailles pouvaient-elles être gagnées et, si oui, pourquoi les salariés les ont-ils perdues ?

Oser se poser la question

Le rapport d'activité souligne avec raison la responsabilité écrasante "de certains syndicats qui, tels la CFDT et la CGC, (qui) ont repris sans les critiquer le thème de la crise du système de retraites, ont accepté les 40 annuités et (...) permis au gouvernement d'imposer sa réforme".. Mais, évidemment, on ne peut en rester là. Il est trop simple de limiter la raison des échecs à l'attitude de la CFDT et des autres Il faut aller plus loin si l'on veut avancer, et oser se poser la question : la CGT a-t-elle été à la hauteur pour contribuer à construire le grand mouvement unitaire indispensable pour gagner ? Le rapport d'activité aborde cette question : "L'attitude parfois peu claire des représentants de la CGT dans les instances de concertation (tel le COR) ou encore certaines interventions n'ont pas permis de clarifier le débat malgré une mobilisation importante à l'initiative des organisations de la CGT. Le SNTRS s'était adressé à la confédération pour demander plus de clarté sur la question des retraites". Voilà qui ouvre bien le débat et c'est positif.

En fait, ces trois gros échecs des salariés pendant les trois années écoulées posent la question, à mon avis, fondamentale, de la stratégie de la CGT et au delà de la nature de la CGT : **syndicat de lutte ou syndicat réformiste**. Ca va être, sous une forme ou une autre, l'enjeu du prochains congrès confédéral. A nous de participer à ce grand débat au cours de la préparation de notre 25e congrès.

Construire un grand mouvement revendicatif

La confédération ne peut sans dommage se laisser enfermer pendant des mois -sans initiatives de haut niveau susceptibles d'informer, de mobiliser et de rassembler les salariés.- dans des instances de "concertation" mises en place par le pouvoir pour établir "un diagnostic partagé". Elle ne peut pas, non plus, s'enfermer pendant des mois dans la recherche à tout prix de l'unité avec la CFDT et les autres, sans prendre d'initiatives propres. Un grand mouvement, ça se construit dans le temps !

Des exemples concrets :

Les retraites. Loi Balladur-Veil, Rapport Charpin, Rapport Teulade, Avis du Conseil économique et social, Intervention en 2000 de Jospin sur LCI contre les 37,5 annuités..., la liste des dates qui ont marqué la bataille des retraites serait longue! Et pendant des mois à partir d'octobre 2000, le COR (Conseil d'Orientation des Retraites), créé par Jospin, s'est réuni dans "les salons" sans que rien ne sorte alors qu'il y avait deux représentants de la CGT (dont Jean-Christophe le Duigou, secrétaire de la CGT et responsable du secteur

retraites). Silence et "devoir de réserve" ! Attitude d'autant plus grave que les media menaient, pendant ce temps, en se servant des travaux du COR, une virulente campagne sur le "Trou abyssal de la Sécu", la "Fin de la Sécu"...pour culpabiliser les salariés! Il fallut attendre février 2003 pour que soit décidée, enfin, une "manifestation unitaire" aux mots d'ordres confus, alors que Raffarin avait annoncé ses orientations dès début juillet 2002 !. Certes, un grand mouvement pour la défense des retraites se développa ensuite, pendant le printemps 2003, à l'initiative de la CGT. Mais pendant la bataille, la CGT escamota de fait la revendication des 37,5 annuités, se contentant de revendiquer la retraite à 60 ans et des négociations. C'est alors, en pleine bataille, que la CFDT signe, après une rencontre dans la nuit du 14 au 15 mai, un accord avec Fillon. Remarquons que personne n'ignorait les convergences de longue date entre CFDT et gouvernement sur la question des retraites

La bataille sur les retraites est perdue. La loi Fillon est votée.

La sécurité sociale. Aussitôt après le vote de la loi Fillon, dès septembre 2003, Raffarin et Matteï annoncent leur volonté de "moderniser" la Sécurité sociale. On connaît très bien ce qu'en termes gouvernementaux, "modernisation" veut dire : diminuer les droits des salariés. En octobre 2003, le gouvernement crée le "Haut Conseil pour la Sécurité Sociale" ou siège un représentant de la CGT (Daniel Prada). De "Haut Conseil" en "Concertation" avec Mattéi (puis Douste Blazy), de concertation intersyndicale en concertation intersyndicale au niveau confédéral, les salariés sont tenus en fait à l'écart, pendant des mois, jusqu'au 5 juin 2004 jour d'une "grande manifestation unitaire" aux mots d'ordres contradictoires, unité que la CFDT rompit brutalement. La CGT se retrouva isolée pour appeler à manifester le 15 juin.

La bataille pour la Sécu était perdue. La loi Douste Blazy est votée début juillet 2004 dans le "calme", après de long mois d'intox et d'inaction des confédérations.

Droit du travail. Les projets du gouvernement, ceux du Medef sont connus depuis longtemps. Après des mois de tergiversations au sommet entre les confédérations, la CGT se retrouve isolée pour appeler **seule** à manifester le 21 juin 2005 ("le mépris ça suffit"). Mais ce ne fut finalement qu'un baroud d'honneur. De Villepin fait adopter la loi sur les ordonnances. Puis, il sort aussitôt son "contrat nouvelle 'embauche", en fait la fin du CDI et le licenciement à volonté pour le patronat.

Troisième bataille perdue ! Si la CFDT nous avait rejoint, on aurait pu mettre le gouvernement en échec " a dit Bernard Thibault. Peut-être ! Mais un "mouvement unitaire " sur une plateforme revendicative ambiguë, voire contradictoire, permet-elle de gagner ? Ne masque-elle pas l'ampleur de la lutte nécessaire ?

Ces trois graves échecs doivent amener les organisations de la CGT et les adhérents à s'interroger. Le SNTRS aussi d'ailleurs. Il suffit de participer à la lutte syndicale pour se rendre compte de la différence dans la conduite des luttes par le SNTRS dans son secteur et de la CGT au plan confédéral. Le SNTRS s'efforce d'être sans cesse sur la brèche pour informer, expliquer, dénoncer les manœuvres des directions d'organismes, mobiliser tout en travaillant à l'unité syndicale. On ne peut pas en dire autant sur le plan confédéral. Mais, en ce qui concerne les dossiers généraux (retraites...), on pouvait sentir, en particulier à la CE, pendant les trois ans écoulés, une gêne à exprimer des critiques vis à vis de l'orientation confédérale.

Pourtant, il faut nous réfléchir et oser. C'est l'intérêt de la CGT ET des salariés.

Syndicalisme de lutte ou réformisme

La CFDT ne cache pas sa volonté d'être le fer de lance syndical de la mise en œuvre de la politique du Capital. CGC, CFTC, FO, avec des airs différents, jouent en fait la même partition réformiste.

La CGT, sous peine de devenir un genre de CFDT en plus "remuante" (mais pas trop !), doit revenir à un syndicalisme de lutte. Le 4 octobre, par son ampleur, a montré que, malgré les échecs subis, la mobilisation des salariés est possible. Pourtant, le contenu bref et très général de "l'appel unitaire" n'était pas enthousiasmant. La grande question qui se pose maintenant est : "Et après le 4 octobre ?". Se contenter de s'enfermer dans des tractations au sommet ne mène pas loin. Un grand mouvement unitaire, y compris au niveau confédéral, rassemblant les salariés, ça se construit dans le temps avec persévérance, en multipliant les initiatives. C'est cette démarche qui permettra de gagner.

La suite du 4 octobre montrera si la CGT est décidée à renouer avec un syndicalisme centré sur la lutte revendicative, un syndicalisme liant revendications, propositions et action.